

En 2025, les décès ont pris le pas sur les naissances, en chute libre

DÉMOGRAPHIE

L'an dernier, le nombre des décès en France a dépassé celui des naissances, selon le bilan de l'Insee publié mardi.

Malgré ce solde négatif de 6.000 personnes, la population a augmenté de 0,25 %.

Nathalie Silbert

2025 restera l'année de la grande bascule démographique pour le pays. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de décès en France a été plus élevé que celui des naissances.

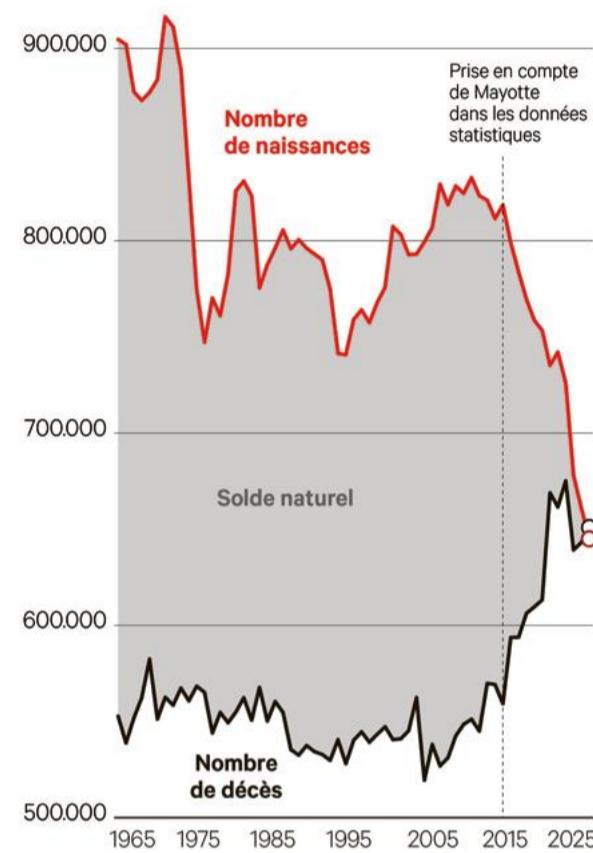
Seuls 645.000 bébés sont nés l'an dernier, selon le dernier bilan de l'Insee publié ce mardi, soit 2,1 % de moins qu'en 2024 et 24 % de moins qu'en 2010, année du dernier pic de naissances. En parallèle, 651.000 décès ont été enregistrés, un chiffre en hausse de 1,5 % sur un an. Le solde naturel de la population a ainsi été négatif de 6.000 personnes sur l'année.

La France n'est pas un cas à part : en 2024, 20 pays sur les 27 de l'Union européenne affichaient un solde négatif. « Mais ce qui frappe, c'est la diminution rapide du solde naturel dans l'Hexagone », observe Sylvie Le Minez, responsable de l'unité des études démographiques et sociales de l'Insee. En 2006, il était positif de... 302.400 personnes ! Au 1^{er} janvier 2026, la France comptait 69,1 millions d'habitants, dont 2,3 millions dans les départements d'outre-mer. La population a continué à augmenter de 0,25 %, grâce à un solde migratoire positif estimé par l'Insee à 176.000 en 2025.

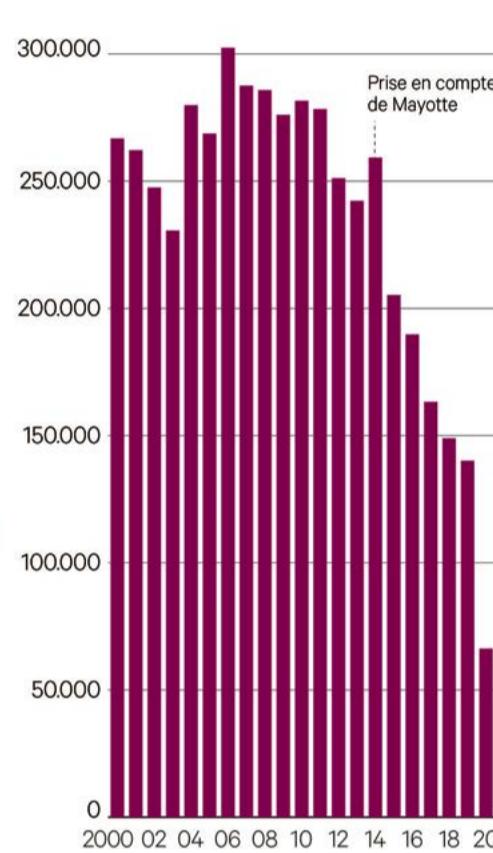
La tendance amorcée au printemps dernier où le solde naturel du pays avait basculé dans le rouge s'est donc confirmée. Ce qu'aucun démographe n'avait imaginé voir advenir si tôt. L'Insee anticipait un croisement des courbes des naissances et des décès en... 2035. Mais, ces dernières années, la fécondité a baissé plus vite et plus fortement que ce qui avait été envisagé, entraî-

Le solde naturel de la France est désormais négatif

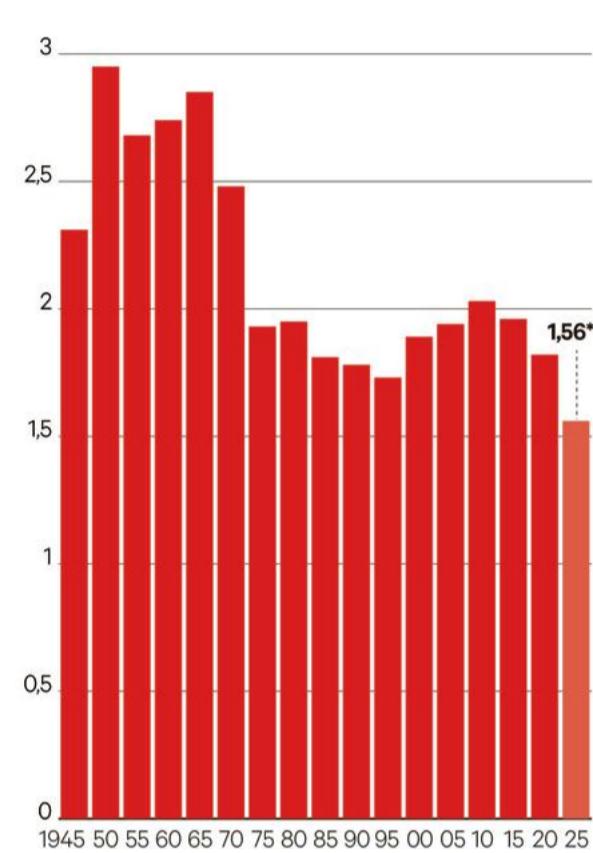
Les décès ont été plus nombreux que les naissances en 2025



La réduction du solde naturel s'est accélérée ces dernières années



Le nombre d'enfants par femme diminue



« LES ECHOS » / SOURCE : INSEE

nant une dégringolade des naissances. En 2025, l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est ainsi tombé à 1,56 enfant par femme (et même à 1,53 en France métropolitaine) après 1,61 en 2024.

Chute de la fécondité

La fécondité recule chez les femmes de 30-34 ans et de 25-29 ans, soit les âges où elles sont les plus fécondes. L'âge moyen à la maternité atteint désormais 31,2 ans, contre 30,4 dix ans plus tôt. « La fécondité des hommes suit la même évolution », précise Sylvie Le Minez. Les décès ont, eux, continué à augmenter avec l'arrivée des générations du baby-boom à des âges de forte mortalité. L'espérance de vie atteint néanmoins son niveau le plus haut : elle est de

85,9 ans pour les femmes, ce qui en fait l'une des plus élevées de l'Union européenne, quand pour les hommes elle se situe à la 10^e position, estimée à 80,3 ans. Cette hausse de l'espérance de vie participe au vieillissement de la population française. D'après l'Insee, 11,1 % des habitants ont plus de 75 ans et 22,2 % sont âgés de plus de 65 ans, soit presque autant que les moins de 20 ans (22,5 %).

2,3

ENFANTS

Le nombre considéré idéal pour les jeunes adultes aujourd'hui, contre 2,7 en 1998.

L'évolution démographique du pays est devenue un sujet de préoccupation majeur pour la classe politique. « La fin programmée de la croissance démographique remet en question les fondements de notre modèle socio-économique », résume Pauline Rossi, prix du meilleur jeune économiste du « Monde » et du Cercle des économistes en 2023, qui publie ces jours-ci « Le Déclin démographique, une urgence économique ».

Modèle socio-économique remis en cause

L'été dernier, une mission d'information sur la baisse de la natalité a été créée à l'Assemblée nationale à l'initiative du groupe Horizons et Indépendants. La consultation citoyenne lancée dans la foulée a

confirmé un fort attachement à la parentalité des Français.

Mais les jeunes adultes souhaitent moins d'enfants que dans le passé. Selon l'Institut national d'études démographiques (Ined), le nombre idéal à leurs yeux est désormais de 2,3, contre 2,7 en 1998. De plus, l'arrivée du premier enfant est plus tardive. « Le désir d'enfant reste élevé, mais la fécondité chute. Cela place la France dans une situation inédite », relève Jérémie Patrier-Leitus, le rapporteur de la mission d'information.

Une enquête de l'Union nationale des associations familiales (Unaf) présentée la semaine dernière montre que le manque de confiance dans l'avenir et le coût de l'enfant sont les deux premiers freins. Les ruptures dans la politique familiale pèsent également. « Les politiques publiques

doivent se donner comme but d'aider les gens à avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent », a plaidé Bernard Tranchand, le président de l'Unaf, lors d'une conférence de presse. L'Unaf qui conteste vivement, au passage, le coup de rabot sur les allocations familiales prévus dans le budget 2026 de la Sécurité sociale.

Les recommandations de la mission d'information sont, elles, attendues à la fin du mois. Elles devraient être assorties de propositions pour réduire cet écart entre le désir d'enfant des Français et leur réalisation. « La politique familiale doit retrouver un objectif politique clair et lisible. Elle devra soutenir les familles dès le premier enfant et simplifier le maquis des aides », indique ainsi son rapporteur Jérémie Patrier-Leitus ■

« Les raisons profondes du déclin de la natalité sont là pour durer »

Avec plus de décès que de naissances, le solde naturel de la France a basculé dans le rouge en 2025. La baisse de la natalité est « la conséquence de notre modèle de société fondé sur la prospérité économique et les libertés individuelles », estime Pauline Rossi, professeure d'économie à l'Ecole polytechnique et Prix du meilleur jeune économiste décerné par « Le Monde » et le Cercle des économistes en 2023. Et plutôt que de chercher à tout prix à inverser la tendance avec des mesures de relance de la natalité, il faut s'adapter à cette nouvelle donne, estime-t-elle.

Le solde naturel de la France est devenu négatif en 2025. Est-ce la fin du modèle démographique français ?

Oui, la France entre dans une nouvelle phase. C'est une rupture car cela signifie que sa population ne peut plus croître que par l'immigration. La plupart des autres pays européens sont déjà dans cette configuration. Et la France conserve une natalité plus dynamique que bon nombre d'entre eux.

PAULINE ROSSI
Professeure d'économie à l'Ecole polytechnique

Mais les raisons profondes du déclin de la natalité sont là pour durer : c'est la conséquence de notre modèle de société fondé sur la prospérité économique et les libertés individuelles. L'urgence économique est de prendre conscience de cette tendance de long terme qui ne va pas s'inverser et de ses conséquences pour les finances publiques.

A quel point l'évolution démographique du pays bouscule-t-elle notre modèle socio-économique ?

En France, l'arrêt de la croissance démographique pose d'abord une question pour les finances publiques, celui de la soutenabilité du financement de la Sécurité sociale dont on débat tous les jours. Mais au fur et à mesure que les boomers arrivent à des âges élevés, on découvre d'autres sujets à traiter :

celui du financement de la dépendance par exemple. Aujourd'hui, le budget qui lui est consacré est dix fois moins important que celui des retraites. Mais il va augmenter et il faudra trouver les moyens de le financer.

Le déclin de la natalité a aussi un impact économique...

Oui, il y a une corrélation entre croissance économique et croissance démographique. Aux États-Unis, le ralentissement des créations de start-up peut s'expliquer par le vieillissement de la population. En France, le nombre de postes à pourvoir chaque année est désormais supérieur au nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, hors immigration. Il y a un écart de près de 100.000 entre les deux. Cela crée des tensions sur le marché du travail.

Dans votre essai « Le déclin démographique, une urgence économique », vous estimatez que plutôt que de s'inquiéter de cette nouvelle donne, il faut s'adapter. Concrètement, que faut-il faire ?

Les effets négatifs de la baisse des naissances peuvent être limités par les politiques publiques. Ce qui compte, ce n'est pas le nombre de gens qui travaillent mais de créer de la richesse. Il faut augmenter la productivité du travail. La révolution technologique est une opportunité pour atténuer les effets de la transition démographique. Mais pour cela, il faut créer les conditions pour permettre à l'économie d'investir dans l'innovation et dans les nouvelles technologies, ce qui permettra d'automatiser les tâches.

C'est le nerf de la guerre avec l'éducation, qui doit permettre à chacun de se saisir des nouveaux outils. Il faut aussi réformer notre système de protection sociale afin d'encourager les seniors à travailler plus longtemps. C'est là une palette d'outils économiques classiques mais qui deviennent incontournables dans un contexte de déclin démographique.

Les politiques visant à soutenir la natalité n'ont-elles pas un rôle à jouer ?

Les effets des politiques de relance de la natalité sont en réalité très

limités. Ces politiques créent des effets d'aubaine : elles ne sont pas ciblées et s'appliquent donc à tout le monde, mais au final, cela a peu d'impact sur le nombre d'enfants que les gens ont. Ces politiques coûtent très cher pour un résultat assez faible. Tous les pays ont expérimenté des mesures pour tenter de relancer leur natalité. S'il y avait une recette, on la connaîtrait. La réalité est qu'on ne pourra pas faire grand-chose pour remonter la natalité au-dessus du seuil de renouvellement des générations. Il ne faut pas compter sur le congé de naissance pour y arriver.

La décroissance démographique n'a-t-elle que des inconvénients ?

Non, elle présente un avantage sur le plan environnemental. La baisse de la natalité va entraîner une diminution des émissions carbone totales sans que les gens aient à réduire leurs émissions carbone individuelles. Cela devrait permettre d'atteindre plus facilement les objectifs qui ont été fixés dans ce domaine.

— Propos recueillis par N. Si.



« La révolution technologique est une opportunité pour atténuer les effets de la transition démographique [...] c'est le nerf de la guerre avec l'éducation. »

DR